



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE DE LYON
DEPARTEMENT DU RHONE

ARRÊTE DU MAIRE N° 2026-PM-77

OBJET – AUTORISATION TEMPORAIRE D'OUVERTURE DE DÉBIT DE BOISSONS
1^{er} et 3^{ème} groupe

Le Maire,

- VU l'article L 3321-1 du code de la santé publique définissant la classification des boissons en vue de la réglementation de leur vente et de leur consommation,
- VU les articles L 3334-1 et L 3334-2 du code de la santé publique régissant l'ouverture temporaire des débits de boissons,
- VU l'article L 3335-4 du code de santé publique relatif aux dérogations temporaires de débits de boissons dans les installations sportives,
- VU l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'ordonnance du 17 décembre 2015, modifiant les articles L3321-1 et suivants du Code de la Santé Publique,
- VU la demande formulée, par le responsable de l'APE de l'école Victor, pour l'organisation d'une buvette lors d'une conférence de l'association, organisé à l'escale à Saint-Genis-les-Ollières,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le responsable est autorisé, pour la conférence organisée par l'association, à ouvrir un débit exceptionnel et temporaire de boissons de 1^{er} et 3^{ème} groupe :

Le 21/04/2026 de 20h30 à 21h30

A l'escale à Saint Genis les Ollières

ARTICLE 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées aux mineurs.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie. Il sera transmis à la Gendarmerie de FRANCHEVILLE, APE de l'école Victor Hugo, Affichage Mairie et à la Police Municipale de la Commune.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ST GENIS LES OLLIÈRES, le 17/04/2026,

Thierry PASQUIER
Adjoint délégué à la sécurité